

GRUPE DES DIX - DÉCLARATION

COVID & RELANCE

La crise du coronavirus dure déjà depuis plus d'une demi-année. Dès le début de la crise, il était clair que son impact socio-économique serait d'une ampleur sans précédent. Cet été, il est par ailleurs devenu évident que le virus n'est pas saisonnier et peut donc reprendre vigueur à tout moment en cas de négligence. Ce constat nous mène à quelques conclusions importantes :

- En attendant qu'un vaccin apporte une solution définitive à la pandémie, des mesures sanitaires resteront nécessaires.
- Cette solution définitive se fera probablement encore attendre un an.
- Nous devons éviter que la vie sociale et économique de notre société se trouve à nouveau sérieusement entravée.

Le Groupe des Dix est d'avis qu'un plan d'action fédéral s'impose, dont les mesures interviendraient à trois périodes différentes :

- **Période corona**
Quelles sont les mesures nécessaires pour permettre à notre société et à notre économie de fonctionner de manière maximale dans les limites des restrictions sanitaires?
- **Relance**
Quelles sont les mesures nécessaires pour relancer l'économie qui a été profondément touchée et pour rendre l'économie et la société plus résilientes? Comment éviter la faillite d'entreprises qui étaient fondamentalement saines avant la crise du coronavirus, compte tenu de l'impact sur l'ensemble de la chaîne de production et des chaînes d'approvisionnement? Quelles mesures mettre en œuvre pour remettre et/ou maintenir les gens au travail, notamment à travers la formation permanente nécessaire, des lieux de travail prêts pour demain et un rapport équilibré entre travail et famille?
- **Post-corona**
Quelles mesures structurelles faut-il adopter pour rendre notre économie plus résistante à des chocs tels que la crise du coronavirus, et l'adapter aux changements rendus définitifs par la pandémie ? Songeons notamment à une nouvelle vision de l'indépendance quant aux horaires et lieux de travail, comme celle introduite à grande échelle pendant la période corona. Comment gérer structurellement les inégalités sociétales accentuées par la crise?

Le Groupe des Dix élaborera ce plan d'action global et invite les autorités fédérales à entrer en concertation avec lui à ce sujet. Il examinera et étudiera parallèlement la façon d'exploiter de manière optimale les moyens libérés sur le plan européen.

Vu le haut degré d'urgence de la première phase (corona), le Groupe des Dix formule d'ores et déjà dans le chapitre I ci-après un certain nombre d'orientations. Dans le chapitre II, le Groupe des Dix propose une liste non exhaustive de mesures de relance. Les partenaires sociaux s'attelleront à un plan de relance plus large pour les périodes postérieures à la crise.

I. MAÎTRISER L'IMPACT DU COVID-19

Suite à l'Appel du Conseil supérieur pour la prévention du 26 août 2020 relatif à la coordination des mesures contre le COVID-19 sur le lieu de travail et vu le haut degré d'urgence de la première phase (période corona), le Groupe des Dix formule dès à présent le point de vue suivant.

- Le Conseil national de sécurité de septembre prochain doit fixer un cadre stable et clair de mesures qui restera d'application pendant la période corona. Ce cadre doit indiquer clairement comment notre société peut fonctionner de manière maximale sur le plan social et économique, dans le respect des exigences sanitaires requises pour endiguer la propagation du virus. Ceci afin de pouvoir imposer localement des mesures efficaces en cas de résurgence du virus sans impacter d'emblée le fonctionnement de la société tout entière.
- Pour l'évolution ultérieure de cette période de crise, une concertation plus optimale et rapide s'impose avec les partenaires sociaux (à tous niveaux), afin de tenir compte au maximum du point de vue des travailleurs, des employeurs et des indépendants.
- Dans la période corona à venir, il y a lieu de veiller à maintenir au maximum l'ensemble des activités économiques. Ces activités, ainsi que l'emploi et les travailleurs au sein de celles qui restent impossibles ou doivent être fortement restreintes pour des raisons sanitaires sérieuses, doivent pouvoir continuer à compter sur une aide pour faire face à cette période. Les mesures restrictives doivent toujours être prises en concertation avec les secteurs concernés.
- Lors du déploiement des activités économiques, les partenaires sociaux demandent qu'une attention continue soit accordée à l'application correcte des mesures sanitaires et des protocoles en vigueur. Tous les acteurs pertinents doivent être impliqués dans ce processus. C'est ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs, des entrepreneurs, des clients et, par extension, de toute la société, resteront garanties.
- Les partenaires sociaux constatent les avantages qu'a offerts le télétravail durant cette période, mais s'inquiètent également des effets sur les travailleurs et les entreprises de la recommandation du Conseil national de sécurité en matière de télétravail. Citons notamment les effets sur le bien-être psychosocial des travailleurs, sur la frontière entre travail et vie privée et sur le maintien du contact avec l'entreprise et les collègues.
- Il y a lieu d'évaluer dès maintenant la gestion de la crise, en Belgique comme à l'étranger. Cette évaluation permettra d'élaborer des feuilles de route préparatoires à de nouvelles pandémies éventuelles. Début 2021, les partenaires sociaux procéderont eux-mêmes à une évaluation du Guide générique.

II. RELANCE

Deux facteurs importants pouvant favoriser la reprise économique et la croissance de la productivité sont, d'une part, la digitalisation et, d'autre part, une augmentation des investissements productifs. Ces facteurs ne constituent toutefois qu'une partie d'un plan d'action global plus large qu'élaborera le Groupe des Dix.

A. La digitalisation et le marché du travail pour l'avenir

Dans l'AIP 2017-2018, les partenaires sociaux ont convenu de se pencher ensemble sur les défis sociétaux de la digitalisation et du développement de l'économie collaborative. Le Conseil national du travail (CNT) et le Conseil central de l'économie (CCE) ont établi à cet effet un premier diagnostic dans leur rapport 107 (4 octobre 2017). D'autres travaux à prendre en compte dans ce contexte sont encore en cours, tels que l'organisation de plusieurs ateliers avec des experts, lesquels doivent conduire à la formulation de recommandations conjointes.

Le contexte économique, social et technologique dans lequel nous vivons évolue rapidement. La digitalisation joue un rôle central dans de nombreux changements économiques et sociétaux. Ce n'est certes pas la première révolution technologique que nous traversons, mais la vitesse de diffusion des diverses technologies qui y sont liées de même que leur impact sont plus grands que dans le passé. Et ce, d'autant plus que la transition technologique coïncide également avec la transition écologique que nous devons accomplir très rapidement et le défi plus large de la réalisation des ODD d'ici à 2030. De plus, la période corona a fortement accéléré la digitalisation de notre société.

La digitalisation ne fera qu'augmenter au cours des prochaines années et influence inévitablement le fonctionnement de notre marché du travail, conjointement avec d'autres évolutions telles que la démographie, la mondialisation et les migrations. Différents aspects sont touchés, tels que le volume et la structure de l'emploi, la nature et le contenu du travail, les compétences et les aptitudes des travailleurs ainsi que les formes de travail et les relations de travail. Les travailleurs et les employeurs sont confrontés à cet impact croissant et cherchent des réponses adéquates et tournées vers l'avenir.

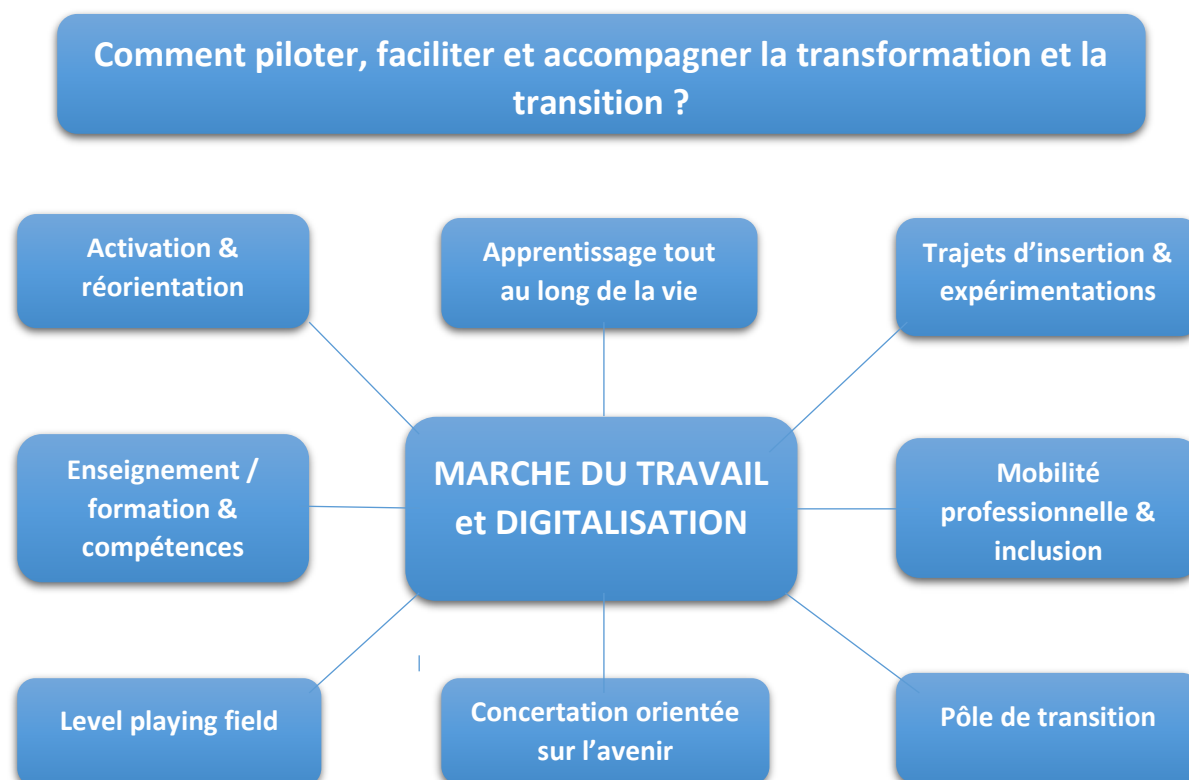
C'est pourquoi les différents acteurs concernés doivent travailler main dans la main, et les mesures adoptées doivent se renforcer mutuellement et donc être complémentaires. Les leviers d'un bon fonctionnement de l'économie et du marché du travail résident tant au niveau fédéral qu'au niveau des entités fédérées (y compris l'enseignement), mais aussi au niveau des secteurs, des entreprises et des individus. À tous ces niveaux, les partenaires sociaux travaillent actuellement avec les pouvoirs publics et le monde de l'enseignement/la formation, pour participer à piloter l'évolution, exploiter les opportunités, limiter les risques potentiels et œuvrer en faveur du bon fonctionnement d'un marché du travail orienté vers l'avenir.

Cette politique doit également assurer une adéquation maximale entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, et éliminer l'inadéquation existante. La politique doit tout à la fois être inclusive et apporter une réponse aux pénuries et aux tensions sur le marché du travail. En outre, il convient aussi de tenir compte de la fracture numérique tant sur le marché du travail que dans la société. Cela

implique d'avoir une attention particulière pour certains publics fragilisés et leur permettre de « trouver leur place » dans la société.

Le Groupe des Dix demande à l'ensemble des parties et autorités concernées de mettre en place une collaboration interrégionale à ce sujet. En mettant en commun les différentes approches politiques, toutes les parties concernées pourront obtenir une vision d'ensemble susceptible de conduire à une bonne cohérence des mesures.

Schématiquement, il serait judicieux de miser sur les aspects suivants conformément à un souci de complémentarité et de renforcement mutuel :



Plus concrètement, cela signifie qu'il faudra travailler simultanément sur les axes suivants :

- un système d'*enseignement* et de *formation* qui met l'accent sur les *compétences* du futur afin d'offrir aux jeunes des opportunités et perspectives supplémentaires pour l'avenir ;
- la *mobilisation* du talent de tous les demandeurs d'emploi, dans une optique plus forte de *réorientation* et de réintégration basées sur les capacités du demandeur d'emploi ;
- le développement de l'*apprentissage tout au long de la vie* comme stratégie clé investissant dans des compétences et attitudes durables et tournées vers l'avenir qui préparent les entreprises, les travailleurs et les demandeurs d'emploi au changement et à la transition ;
- l'élargissement des opportunités grâce à une réduction des seuils, notamment via des *trajets d'insertion* et des *expérimentations* qui favorisent l'embauche, la *mobilité professionnelle*, la réintégration et l'*inclusion* ;

- un *pôle de transition* dans lequel acteurs publics et privés joignent leurs forces pour faciliter et accompagner la réorientation et la transition des travailleurs, au-delà des secteurs et métiers ;
- une *concertation orientée sur l'avenir* qui permette de diriger le changement et de l'anticiper, qui fournisse des solutions adéquates dans les délais impartis, développe des projets novateurs, crée de l'espace pour des expérimentations et des solutions adéquates, dans un esprit de collaboration ;
- un *level playing field* qui permette à tous les employeurs/donneurs d'ordre et travailleurs de lutter à armes égales et stimule de façon durable la croissance, l'emploi, l'entrepreneuriat et la sécurité sociale.

Tout ceci nécessite une approche globale, cohérente, complémentaire et harmonieuse. Le succès de ce projet de changement dépendra dès lors de l'initiative et de la contribution positive de tous les acteurs aux différents niveaux de compétence et de concertation. Dans ce cadre, les leviers existants peuvent également être utilisés pour approcher les évolutions technologiques de manière proactive au niveau des secteurs et des entreprises.

L'objectif doit être de rechercher des opportunités, de les exploiter et les renforcer, en examinant comment la transition digitale peut être utilisée pour réaliser une simplification, promouvoir l'entrepreneuriat, améliorer le fonctionnement de notre marché du travail et garantir une bonne protection sociale.

B. Plan d'investissement

Les investissements publics dans notre pays sont particulièrement faibles actuellement. Les infrastructures belges se désagrègent, et parfois pas seulement au figuré malheureusement. Ce constat s'applique tant lorsqu'on compare ces infrastructures avec celles du passé qu'avec celles des autres pays européens. En 2018, les investissements publics ne représentaient que 2,2% du PIB, contre 5,5% à leur apogée au début des années 1970. Par rapport aux autres pays européens, la Belgique figure également parmi les pays à la traîne. Dans les pays scandinaves, les autorités investissent chaque année quelque 4% de leur PIB. Aux Pays-Bas et en France, les autorités investissent également plus de 3% de leur PIB. La Belgique doit pouvoir se mesurer à ces pays en ce qui concerne la qualité de ses infrastructures.

Un mouvement de rattrapage est dès lors nécessaire. Il doit s'appuyer sur un ambitieux programme d'investissements publics par les autorités fédérales, régionales et locales. Les investissements prévus doivent être réalisés de manière accélérée. Leur mise en œuvre doit être contrôlée. Nos objectifs en matière d'investissements publics pour les 10 prochaines années doivent être revus considérablement à la hausse : de 2,2% du PIB, ces investissements devraient évoluer vers au moins 4% du PIB sur 10 ans. Et ce, pour plusieurs bonnes raisons.

Premièrement, à court terme, une forte augmentation des investissements publics doit constituer un outil important de relance de notre économie, maintenant qu'elle connaît la crise la plus profonde depuis la Seconde Guerre mondiale en raison du coronavirus. Pour ces investissements, il faut acheter du matériel et faire appel à de la main-d'œuvre. Cela engendrera ensuite un accroissement de l'activité économique et un maintien des revenus, ce qui renforcera à son tour la demande. L'augmentation totale de l'activité économique sera dès lors plus importante que le

montant de l'investissement initial. Ce développement économique supplémentaire est fréquemment qualifié d'« effet multiplicateur ». C'est ainsi qu'apparaîtra un cercle vertueux entre croissance, investissements et création d'emplois.

Deuxièmement, ces investissements (s'ils sont correctement choisis) peuvent également renforcer considérablement le potentiel de croissance de notre économie à plus long terme. Cela permettra peut-être aussi de réorganiser certaines activités essentielles au niveau local. L'amélioration de l'infrastructure rendra en effet possible d'accroître la prospérité de manière durable et d'améliorer le bien-être des travailleurs.

Une telle politique d'investissements permettra également aux entreprises d'exporter davantage, de produire plus et, en fin de compte, d'investir (encore) davantage dans notre pays. Il peut s'agir à cet égard aussi bien d'investissements d'extension que d'investissements dans l'innovation des produits ou la modernisation des équipements de production. Cela alimentera ensuite le progrès technologique et ouvrira de nouvelles perspectives de croissance et d'emploi, ce qui à son tour améliorera le pouvoir d'achat des travailleurs et garantira le financement de la sécurité sociale.

Troisièmement, ces investissements publics seront essentiels à la réalisation des objectifs européens poursuivis dans le cadre du Green Deal et au passage d'une économie linéaire à une économie circulaire.

Sans vouloir être exhaustifs, les partenaires sociaux estiment que des investissements publics doivent être prévus prioritairement dans les domaines suivants.

Notre pays souffre d'un retard important des investissements dans le domaine de la *mobilité*. Il est clairement nécessaire d'investir davantage non seulement dans l'entretien des infrastructures existantes, mais également dans de nouvelles infrastructures routières, telles que autoroutes (cyclables), parkings P+R, chaînons manquants dans le réseau de transport, nœuds pour correspondances intermodales entre moyens de transport, liaisons rapides dans et autour des grandes villes (investissements au niveau du rail et des autres sociétés de transport public), améliorations aux voies navigables pour mieux desservir nos ports, réseaux souterrains rapides, tels que pipelines, etc. La connexion de tous les réseaux de transport en vue de former un réseau de transport unique intégré est une option stratégique importante qui doit être levée.

Des investissements dans des systèmes de gestion du trafic modernes et connectés s'avèrent également cruciaux.

Pour bien coordonner tous ces investissements sur l'ensemble du territoire, une concertation interrégionale performante en matière de mobilité ainsi qu'un pacte de mobilité entre les différentes autorités s'avèrent essentiels.

Il y a aussi beaucoup à faire dans le domaine de l'*énergie*. En ce qui concerne les économies d'énergie, les partenaires sociaux plaident en faveur d'efforts partagés de la part des autorités, des ménages et des entreprises en vue d'atteindre un bon équilibre entre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Les éléments suivants entre autres revêtent à cet égard une importance cruciale : (a) une meilleure isolation et l'optimisation de la consommation d'énergie dans les bâtiments publics, les bâtiments scolaires et les logements sociaux; (b) un renforcement des aides en faveur de la rénovation des bâtiments industriels et des logements privés pour optimiser leur consommation d'énergie; (c) un soutien à l'optimisation et à la transformation des processus d'entreprise.

Il faut en outre poursuivre la transition du parc de production belge d'électricité vers des sources durables (éolien, solaire, hydraulique, énergie marémotrice, production d'hydrogène par électrolyse, gaz vert...), sans toutefois compromettre la sécurité d'approvisionnement. Cela nécessite également de nombreux investissements dans l'infrastructure réseau (prises électriques géantes, bornes de recharge, capacité de stockage...). La réalisation d'un réseau européen (gaz naturel, électricité, hydrogène, CO₂) (plus) performant et mieux connecté revêt également une importance cruciale dans ce contexte.

Des investissements sont en outre indispensables pour prévenir les pénuries d'eau ou les inondations dans le futur.

Enfin, des investissements en faveur de la *digitalisation* devront permettre de booster le potentiel de croissance de notre économie. Les partenaires sociaux estiment qu'il convient de créer rapidement les conditions favorables aux investissements dans un réseau télécom performant. De nombreux nouveaux développements technologiques (mobilité, soins de santé, applications industrielles...) en dépendent en effet. Des efforts importants s'avèrent par ailleurs nécessaires pour poursuivre la digitalisation des services publics et des investissements supplémentaires peuvent encore être réalisés dans des outils numériques pour les institutions d'enseignement et de formation.

* *
*

Le Groupe des Dix est conscient qu'un plan d'investissement global doit contenir plus de piliers que ceux énumérés au point II.B. L'aspect humain et le bon fonctionnement des pouvoirs publics ont également leur importance, tout comme des systèmes d'enseignement et de santé performants. Par ailleurs, des compétences et aptitudes adaptées améliorent la correspondance entre l'offre et la demande, soutiennent le progrès technologique et favorisent la productivité et l'innovation.

Le recours à des Fonds européens s'avère également crucial pour la politique d'investissements à mener. Dans ce cadre, la priorité doit aller aux projets pouvant bénéficier d'un cofinancement européen, au vu notamment des nouveaux instruments de soutien européens. Dans le secteur privé, il faut vérifier quels fonds peuvent être libérés plus rapidement pour stimuler les investissements privés et publics. Les investissements publics et privés ont ensemble un effet multiplicateur plus important sur notre activité économique.

Enfin, étant une des économies les plus ouvertes au monde, il est fondamental pour la Belgique de rétablir au plus vite – pendant la crise du coronavirus, mais aussi par la suite – les exportations, les voyages à l'intérieur et hors des frontières du pays et les investissements internationaux. Il faut œuvrer au rétablissement du marché unique des biens, des services et des personnes, mais aussi des relations d'échanges commerciaux ouverts avec le reste du monde dans le respect des normes internationales. Pour ce faire, il importe de rétablir le réseau logistique pour transporter des marchandises. Une attention particulière doit également être accordée à un rayonnement plus positif de notre pays dans le monde.
